



TEPOS *alpins*

Territoires à énergie positive alpins

TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

TRANSFERT DE

SAVOIR-FAIRE AUX

TERRITOIRES ALPINS



Compte-rendu

**SÉMINAIRE DE CLÔTURE -
TERRITOIRES D'ACCUEIL :**

PAYS SERRE-PONÇON UBAYE
DURANCE ET PARC NATUREL
RÉGIONAL DU QUEYRAS

Lundi 1er, mardi 2 et mercredi 3 juin 2015

SOMMAIRE

Jour 1 – Lundi 1er juin	3
Mots de bienvenue	3
Dialogue des TEPos alpins	3
Partie 1 : Echanges entre territoires.....	3
Partie 2 : Réflexions par groupes sur 2 questions	4
<i>Que peut-on partager/échanger/mutualiser entre nos territoires pour avancer ensemble ?</i>	4
<i>Quelle parole CIPRA pourrait porter pour faire remonter la voix de nos territoires de montagne ?</i>	5
Les « Incontournables » de la Transition Énergétique	5
<i>BÂTIMENT : « Un an dans un logement PASSIF » - Commune d'Auzet</i>	5
<i>MOBILITÉS : « Des Vélib'TT en montagne » - Commune de Crévoux</i>	6
Jour 2 – Mardi 2 juin	6
Démarche globale du Pays Serre-Ponçon Ubaye Durance	6
Le Conseil de développement du Pays Serre-Ponçon Ubaye Durance	7
Association Le Gabion	7
Démarche globale du PNR du Queyras	9
Marc Pascal, rédacteur du plan climat du PNR du Queyras.....	9
Alain Blanc, Président d'Ener'Guil	10
Diane Roussel, chargée de mission énergie et réseaux de chaleur à la Communauté de Communes de l'Escarton du Queyras	10
Jean-Pierre Clayeman, conseiller municipal à Aiguilles	10
Bernard Leterrier, Maire de Guillestre	10
Travail commun, synthèse et regards institutionnels	11
Participation citoyenne	12
Développement économique et relocalisation de l'économie	12
Relations ville / montagne.....	13
Vulnérabilité des territoires de montagne	14
Das Schönauer Gefühl – Projection au cinéma Le Riou Bel de Guillestre	16
Jour 3 - Mercredi 3 juin	17
Présentation du programme de coopération franco-italien ALCOTRA	17
Recherche de thèmes de projets	18
Évaluation du séminaire TEPOS et perspectives de travail commun	20
Évaluation du projet TEPos alpins et perspectives futures	20
Mutualisations souhaitées entre les territoires	21
Quelles futures thématiques de travail ? Poursuivons-nous sur l'énergie ou sur de nouveaux sujets ?	22

Jour 1 - Lundi 1er juin

Mots de bienvenue

- Chantal Eymeoud, Présidente du Pays Serre-Ponçon Ubaye Durance
- Mathieu Antoine, Président du Parc naturel régional du Queyras



Photographie 1 : Mots de bienvenue par Chantal Eymeoud et Mathieu Antoine

Dialogue des TEPos alpins

Partie 1 : Echanges entre territoires

Des panneaux de plusieurs territoires - PNR des Préalpes d'Azur, Communauté de communes Haute Maurienne Vanoise, Assemblée du Pays Tarentaise Vanoise, Syndicat des Alpes de Léman, Pays du Grand Briançonnais (avec le PNR du Queyras) et Pays Serre-Ponçon Ubaye Durance - étaient affichés. Ils comportent des éléments de présentation du territoire, ses enjeux en termes d'énergie (mobilité, habitat, etc.), ses actions et projets en cours ou à venir, ses problématiques, ce vers quoi il tend, la place des citoyens, les freins rencontrés mais aussi les leviers, etc.



Photographie 2: Discussion devant les panneaux d'information des territoires (Copyright Alain Dujardin)

La séquence a débuté par une déambulation de 30 minutes des participants, afin que chacun prenne connaissance de l'intégralité des panneaux. Les participants disposaient de post-it pour commenter les panneaux.

Une personne extérieure à chaque territoire a ensuite présenté aux autres ce qu'elle a retenu du territoire et ce qui l'a interpellé, donnant naissance à un temps d'échanges entre tous les participants, de comparaison entre les territoires, de réflexion collective et de partage des expériences.

Partie 2 : Réflexions par groupes sur 2 questions

Suite à cet exercice, les participants se sont regroupés en nombre restreint (3 à 4 personnes) avec pour objectif de répondre aux deux questions suivantes :

- Que peut-on partager/échanger/mutualiser entre nos territoires pour avancer ensemble ?
- Quelle parole CIPRA pourrait porter pour faire remonter la voix de nos territoires de montagne ?

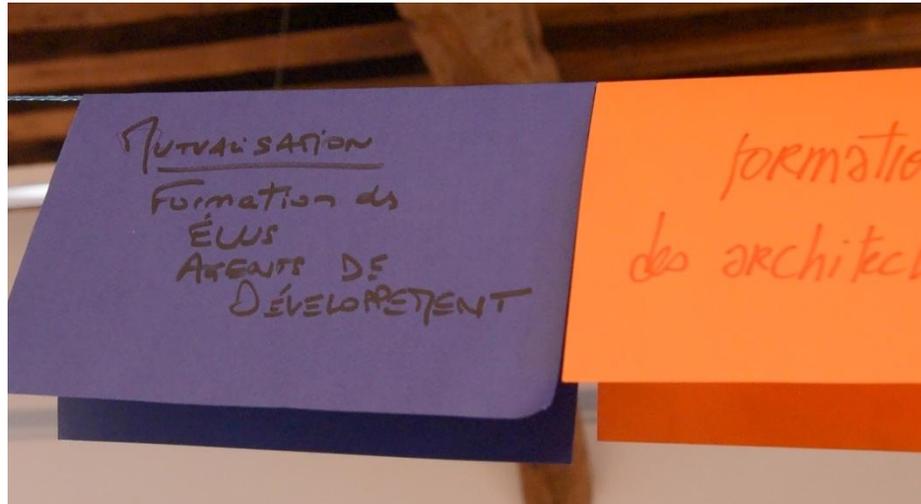
Les groupes ont discuté sur les thématiques de mobilité, d'enclavement des villages, d'éloignement des services, de travail hors saison hivernal etc. Toutes les idées ont ensuite été mises en commun afin de proposer les pistes de chacun pour réussir à interpeller les habitants, à développer un tourisme plus durable ou encore à sensibiliser les touristes.

Que peut-on partager/échanger/mutualiser entre nos territoires pour avancer ensemble ?

Concernant les mutualisations possibles entre les territoires, plusieurs idées sont apparues :

- Plateforme d'échanges à l'échelle des Alpes. Sur ce point, l'exemple de la plateforme du CLER a été donné : plateforme interactive de discussion dans tous les domaines. Il faut éviter de faire des doublons en créant une nouvelle plateforme.
- Mutualisation des formations des artisans du bâtiment
- Mutualisation des appels d'offre. L'exemple de la plateforme de rénovation énergétique des Hautes-Alpes en phase d'émergence a été cité (avec pour cible première l'habitat privé), ainsi que Ingénierie territoriale Hautes-Alpes (IT 05, notamment pour les bâtiments publics)
- Formation des agents de développement
- Formation des élus
- Formation des architectes
- Besoin de retours d'expérience sur des gouvernances mises en place par d'autres territoires
- Participation citoyenne : comment valoriser les Conseils de développement dans les TEPos ? Ne pas se contenter de sensibilisation mais impliquer la population dans l'élaboration de la stratégie. Les élus ont besoin d'être en position d'écoute, de récupérer les attentes du

territoire. Quels sont les moyens, les façons de faire pour mobiliser les gens ? Comment intéresser les populations et les amener à contribuer au changement et par quels moyens peut-on mobiliser les habitants ?



Photographie 3: Exemple de pancartes sur la mutualisation produites par les groupes de travail (Copyright Alain Dujardin)

Quelle parole CIPRA pourrait porter pour faire remonter la voix de nos territoires de montagne ?

- Réintégrer la question de la fiscalité énergétique et climatique
- Les zones urbaines étant les plus énergivores, il faudrait un fond de compensation pour les TEPos, pour les territoires alpins. Solidarité territoriale amont / aval. Réfléchir de manière coopérative entre territoires urbains et ruraux.
- Problème des gros projets qui impactent les territoires (exemple de la chaufferie bois de Gardanne qui déstabilise les filières bois des autres territoires, exemple du projet Lyon-Turin en Haute Maurienne)

- Nécessité d'interpeller davantage les institutions sur la précarité énergétique des territoires de montagne
- Aidez-nous à montrer qu'une ruralité climatiquement viable est faisable : la volonté générale était de réussir à prouver que ce n'est pas une nécessité d'habiter dans une grande ville, malgré les discours tendant à densifier les pôles urbains, et que les communes et villages pouvaient arriver à se développer de façon climatiquement viable. Ce débat a été riche d'idées et porté par des convictions communes.

Les « Incontournables » de la Transition Énergétique

BÂTIMENT : « Un an dans un logement PASSIF » - Commune d'Auzet

Roger Isoard, Maire d'Auzet

Martine Plazolles, habitante d'un logement passif d'Auzet

Les quatre logements sociaux labellisés PassivHaus dans le village d'Auzet ont été inaugurés en mars 2014. Un bâtiment passif ne comprend pas de système de chauffage actif, ainsi le soleil et l'isolation suffisent à conserver une température agréable. Sa consommation est inférieure à 15 kWh par an et par m². Après une année de mesure des consommations, il s'avère que le bâtiment respecte effectivement ce seuil. Une habitante est venue témoigner sur la qualité de l'air de son appartement, les économies produites et les bienfaits d'un tel logement. Elle constate en permanence une température homogène dans l'ensemble de son logement et ne connaît pas de fortes variations d'une pièce à l'autre. Elle ne pourrait plus retourner dans son logement précédent (logement classique non passif). Au cours de la séquence ont été abordées les différences entre éco-construction et performances énergétiques :

- Performances énergétiques (ex. : PassivHaus / RT 2012, etc.) : porte

sur les résultats, sur la consommation maximale que ne doit pas dépasser le bâtiment

- Qualité environnementale (ex. : Bâtiments durables méditerranéens / Haute qualité environnementale, etc.) : porte sur la conception et sur les moyens de mise en œuvre (matériaux utilisés et leur provenance, etc.).

La municipalité d'Auzet aurait souhaité réaliser une éco-construction et utiliser des éco-matériaux locaux mais elle a rencontré des difficultés car s'agissant de logements sociaux, il fallait que les loyers respectent la législation. Il a en revanche été possible de construire des logements passifs respectant ces critères. Monsieur Isoard indique que les Bâtiments de France ont été intégrés dès le début du projet.

MOBILITÉS : « Des Vélib'TT en montagne » - Commune de Crévoux

Guy Ignesti, adjoint au Maire de Crévoux

Guy Ignesti a exposé le projet mis en place depuis l'an dernier sur des VTT électriques en libre service. Afin de les faire tester aux touristes et habitants, tous les mardis durant l'été, les locations sont gratuites. L'office de tourisme propose des initiations d'une heure. Les habitants sont très satisfaits de cette démarche, grâce aux VTT électriques ils peuvent se déplacer plus facilement notamment dans les pentes ou d'autres endroits difficiles d'accès. Les VTT électriques permettent de rendre accessible à un plus grand nombre la pratique de ce sport. Même les plus âgés peuvent grimper le col de Parpailloux !

Le reportage visionné est à retrouver sur ce lien :

<http://www.dici.fr/actu/2014/07/16/hautes-alpes-le-vtt-avec-0-defforts-et-100-de-plaisirs-crevoux-391471>

Jour 2 – Mardi 2 juin

Démarche globale du Pays Serre-Ponçon Ubaye Durance

Jérémy Nahmiyaz, chargé de mission climat et énergie

Le Pays S.U.D. compte 29 petites communes ainsi que 2 communes centres. Il s'étend sur 2 départements (Hautes-Alpes et Alpes de Haute Provence).

Le poste de Jérémy Nahmiyaz, chargé de mission climat et énergie au Pays S.U.D., a été créé en mars 2008. La première année a été consacrée à l'inventaire du patrimoine public et à la mise en place d'une animation territoriale, en lien avec le Conseil de développement. Le Pays s'est ensuite interrogé sur la manière d'évoluer, il a été fait le choix de se doter d'un conseiller en énergie partagé (CEP), mission assurée par Jérémy Nahmiyaz de 2009 à 2014 à l'aide de stagiaires. Le Pays S.U.D. était alors le deuxième territoire de PACA à se doter d'un CEP.



Photographie 4 : Présentation de la démarche du Pays S.U.D.

En 2012, le poste a évolué d'un accompagnement de projets individuels à un projet de territoire et comporte désormais la création de partenariats en vue de construire un territoire vivant à énergie positive. La charte du réseau TEPos a été signée fin 2012, et un nouvel axe a été intégré à la charte du Pays, qui en compte désormais 3 :

- Construire un territoire accueillant
- Construire un territoire vivant
- Construire un territoire à énergie positive.

La nouvelle charte sera signée au cours de l'Assemblée Générale du Pays du 23 juin 2015.

Le Conseil de développement du Pays Serre-Ponçon Ubaye Durance

Denis Roche et Richard Lacortiglia, membres du Conseil de développement

Le rôle du Conseil de développement est de mettre les gens en réseau et de permettre à la population de s'exprimer.

Plusieurs problèmes ont été soulevés : l'implication faible des citoyens et la disponibilité des élus. La loi prévoit que le Conseil de développement accompagne les élus mais les temps de rencontre sont peu nombreux. Il travaille donc en autonomie. Les membres du Conseil de développement sont également parfois assimilés à des élus auprès de la population.

Le Pays S.U.D. est peu connu auprès de la population. On constate un manque d'information, même s'il y a une évolution importante de la prise de conscience générale. C'est pourquoi il faudrait développer la démocratie participative et inciter les habitants à s'engager dans le développement du territoire.

30% de la population du pays S.U.D. est en situation de précarité énergétique (hors mobilité, avec la mobilité c'est 50%). Il est

nécessaire que les élus s'engagent davantage car l'enjeu social de l'énergie n'est pas assez pris en compte et le périmètre d'employabilité des personnes diminue.

Le soutien de la région PACA aux Conseils de développement a été souligné, qui permet au Conseil de développement du Pays S.U.D. d'avoir une chargée de mission à temps complet.

Association Le Gabion

Richard Lacortiglia, président de l'association

L'association Le Gabion est un centre de formation et d'expérimentation à l'éco-construction et à la réhabilitation du bâti ancien. Elle a été créée en 1993 et a aujourd'hui un chiffre d'affaires de 850 000 €.

Le Gabion propose 3 secteurs d'activité :

- secteur formations, dont des formations diplômantes. 150 stagiaires sont passés par le Gabion en 14 ans sur des formations diplômantes. 40% d'entre eux ont créé leur entreprise par la suite. Parmi les stagiaires, on trouve notamment des personnes en reconversion professionnelle.

- secteur insertion professionnelle, qui accueille un public très varié

- secteur recherche sur les techniques de mise en œuvre des matériaux naturels. L'exemple des poutres brochées est donné. Cette technique qui double la résistance et augmente les portées permet ainsi l'utilisation du bois local (voir illustration). Le Gabion travaille beaucoup sur l'isolation en paille. Ce matériau présente un intérêt certain car 10% de la paille produite en France permettrait d'isoler 100% des bâtiments.



Photographie 5 : Visite du bâtiment



Photographie 6 : Poutres brochées

Le bâtiment dans lequel s'est déroulée la présentation a été entièrement construit par des salariés de l'association (présents de 6 mois à 1 an). Cela a permis de créer de l'emploi localement. De plus le bâtiment est une éco-conception : chauffage thermique, panneaux solaires, matières premières naturelles et notamment de la paille. Des méthodes développées pour la construction de ce bâtiment ont été reprises par ailleurs. Ainsi, le bureau d'étude qui a travaillé sur ce projet est aujourd'hui spécialiste européen de l'isolation en paille.

1^{er} au 3 juin 2015

Un bail emphytéotique a été conclu entre le Gabion et la commune d'Embrun, à qui appartient le domaine du Pont Neuf où est implantée l'association. Le domaine reste propriété de la commune. Ainsi, les subventions reçues par le Gabion pour la construction du bâtiment restent à la commune d'Embrun.

Richard Lacortiglia questionne les normes de réhabilitation du bâti : il peut être facile de passer de 300 kWh/m²/an à 150 kWh/m²/an par de petits travaux, mais les normes imposent 80 kWh/m²/an, ce qui implique des travaux avec des coûts importants. Une des solutions émises est de procéder à une réhabilitation complète de la pièce à vivre, qui représente environ 20% du coût d'une réhabilitation totale des bâtiments.



Photographie 7 : Buffet dans le cadre champêtre du Gabion

Compte-rendu du séminaire de clôture du projet TEPos alpins



Photographies 8 : Extérieur des bâtiments du Gabion (copyright Alain Dujardin)

Démarche globale du PNR du Queyras

En début d'après-midi, la parole est donnée à plusieurs acteurs du Queyras de manière brève et synthétique pour proposer un panel des actions existantes.

Intervenants :

- *Marc Pascal, chargé de la rédaction du plan climat du PNR du Queyras*
- *Alain Blanc, Président d'Ener'Guil*
- *Diane Roussel, chargée de mission énergie et réseaux de chaleur à la Communauté de Communes de l'Escarton du Queyras*
- *Jean-Pierre Clayeman, conseiller municipal à la commune d'Aiguilles*
- *Bernard Leterrier, Maire de Guillestre*

Marc Pascal, rédacteur du plan climat du PNR du Queyras

Marc Pascal a présenté la démarche mise en place par le PNR du Queyras pour l'élaboration de son Plan climat. Le plan climat avait été présenté par Emmanuel Jeanjean au cours du voyage d'étude dans le PNR du Massif des Bauges des 15 et 16 septembre 2014. Elle est présentée en pages 9 et 10 du compte-rendu de ce voyage.

Alain Blanc, Président d'Ener'Guil

Alain Blanc, président d'Ener'guil (SCIC) : Ener'guil compte aujourd'hui 123 coopérateurs privés et 10 collectivités, capital actuel de 55 000 €, alors que l'objectif 'était de 40 000 €. L'AG de la SCIC se déroulera le 15 juin.

Diane Roussel, chargée de mission énergie et réseaux de chaleur à la Communauté de Communes de l'Escarton du Queyras

La communauté de communes a la compétence énergie-bois et réseau de chaleur. Elle s'est fixée comme axe de développement la mise en place d'une filière Bois-énergie sur l'ensemble de son territoire. Elle est ainsi maître d'ouvrage pour plusieurs de ses communes (Abriès, Molines, Ristolas et Arvieux) pour la mise en place de chaufferies bois de certains de leurs bâtiments publics.

Jean-Pierre Clayeman, conseiller municipal à Aiguilles

Jean-Pierre Clayeman, conseiller municipal à Aiguilles, a témoigné du succès de la réduction de consommation d'énergie de sa commune. L'éclairage public est désormais éteint entre minuit et cinq heures. Les habitants ont été sollicités et ont approuvé cette démarche. Cette extinction a permis d'effectuer 30% d'économies d'énergie et 20% d'économies financières. Les villages et communes voisines ont suivi ce comportement et ont eux aussi fait des changements quant à l'éclairage public : extinction des lampadaires après 3h du matin, extinction d'un lampadaire sur deux, etc. La commune d'Aiguilles a également mis en place une démarche pour faire des économies sur la piscine. Elle est désormais chauffée durant les heures creuses, et la température de l'eau a été abaissée à 26°C.

Bernard Leterrier, Maire de Guillestre

Le maire de Guillestre, commune de 2 400 habitants, Bernard Leterrier a exposé les actions mises en place par la commune. Des vélos électriques ont été mis en circulation (41 vélos disponibles), ainsi que des navettes gratuites depuis 6 ans pour desservir les stations de ski voisines (coût de 37 000 €/an à la commune) ou encore du covoiturage pour se rendre dans les stations. Des ateliers pour sensibiliser les citoyens et les faire réfléchir à une consommation plus durable ont été mis en place avec l'office de tourisme. Ces ateliers « Consom' acteurs » ont pour but de valoriser les produits locaux, biologiques et les circuits courts et ainsi favoriser les ressources locales.

Une école a également été rénovée, il s'agissait d'un vieux bâtiment de 1902 de 2000 m². Le coût a été de 3,7 millions d'euros autofinancé à hauteur de 30%. La bibliothèque municipale est également hébergée dans ce bâtiment certifié Bois des Alpes. Cette certification a nécessité de faire certifier l'ensemble des acteurs de la transformation du bois.

Une chaudière bois et un réseau de chaleur desservant neuf bâtiments publics et vingt six logements ont été mis en place.

La micro-centrale du Cristillan a été réalisée en 1998. L'énergie est aujourd'hui revendue à Enercoop. Il y eu beaucoup d'opposition au projet à ses débuts. Les gens questionnaient sur sa rentabilité. La micro-centrale s'est finalement avérée très rentable. Guillestre a aujourd'hui un projet de turbinage de l'eau potable.

Travail commun, synthèse et regards institutionnels

- Yoanna Martinie, chargée de mission au service énergie climat air de la Région PACA
- Jean-Charles Français, chargé de mission au Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET Alpes)

Quatre groupes de quatre à six personnes ont été formés afin de débattre autour de quatre thèmes :

- la participation citoyenne
- la vulnérabilité des territoires de montagne
- le développement économique et la relocalisation de l'économie
- les relations ville/montagne.

Chaque thème était animé par un représentant de CIPRA France. Quatre rotations ont eu lieu afin que chacune des personnes présentes s'exprime sur les quatre thématiques. Les groupes étaient amenés à échanger et à trouver des pistes de réflexion sur ces problématiques pendant une vingtaine de minutes par thématique. Les idées ont été mises en commun par la suite en session plénière, animée par Alain Boulogne, président de CIPRA France. Un des objectifs de la mise en commun était d'interpeller le CGET et la Région PACA, les deux institutions qui ont répondu présentes à cet exercice sur les points soulevés et de questionner ce qui a déjà été fait dans ces domaines et ce qui est à l'étude.



Photographie 9 : Restitution des travaux de groupe animée par Alain Boulogne

Participation citoyenne

1. Quand ?
 - Très en amont
 - Aux différentes étapes. « Pas quand tout est verrouillé »
2. Avec qui ?
 - Approche différente suivant le public : « en segmentant » :
 - les jeunes
 - ...
 - ...
3. Comment ?
 - Language « audible » (adapté)
 - S'approprier les projets → les gens sont associés, ont compris les enjeux
4. Pourquoi faire ?
 - ~~Meilleure adhésion et approbation~~
5. Initiative citoyenneté
Approuvée et validée par les élus
Vraie « TRANSITION CITOYENNE » associée à la transition énergétique

Bilan des 4 ateliers sur la participation citoyenne

Sur la thématique de la participation citoyenne, les bénéfices exprimés étaient unanimes : lorsque les citoyens participent aux décisions, ils comprennent mieux de quoi il en ressort et en se sentant plus concernés ils sont davantage sensibilisés. Par ailleurs, le fait de leur demander leur avis et de les écouter les place directement en tant qu'acteurs du territoire. Dans certaines communes ce sont même les habitants qui sont à l'origine de certains projets. La participation citoyenne est donc essentielle pour une transition citoyenne.

Le point n°4 mentionné sur la feuille bilan a été contesté au cours de la mise en commun : la population ne doit pas adhérer à un projet établi par des élus mais participer à sa co-construction. Il ne s'agit pas de trouver les éléments qui vont faire que le projet soit accepté mais bien que le projet réponde à un réel besoin de la population, qui, pour ce faire doit être intégrée dès le début des réflexions.

Développement économique et relocalisation de l'économie

1. Rénovation des logements touristiques et permanents
 - Mobiliser les artisans
 - Formations adaptées selon la particularité des territoires
 - Éviter les transports de matériaux
 - Anticiper la fin de vie des résidences touristiques
2. Circuits courts de proximité (agriculture, artisanat, énergie, ...)
 - Sensibiliser les consommateurs (privés et publics)
 - Améliorer la visibilité de l'offre
 - Structurer les filières
3. Rendre les territoires attractifs
 - Ateliers relais, hôtels d'entreprises
 - Télétravail, coworking
 - Mettre en relation les porteurs d'activité
4. Offre touristique
 - Produits sans voiture / clés en main / nouveaux services
 - Diversification, nouvelles activités, 4 saisons
 - La transition doit qualifier nos territoires

Bilan des 4 ateliers sur le développement économique et la relocalisation de l'économie

Relations ville / montagne

En ce qui concerne le développement économique, les groupes ont majoritairement mis en avant l'intérêt de rénover les vieux bâtiments et logements et d'anticiper leur fin de vie. Mobiliser les artisans et valoriser les circuits courts de proximité sont des pistes qui ont été abordées afin d'obtenir une meilleure visibilité du territoire. Les territoires doivent travailler pour devenir plus attractifs et développer l'offre touristique et ceci pendant les quatre saisons. La transition doit aider à qualifier ces territoires de montagne.

Sur les circuits courts, le CGET a soutenu la certification Bois des Alpes. Le CGET souhaite également rendre les territoires plus attractifs, par le développement de la télémédecine, de la formation à distance ou encore par le renforcement des bourgs-centre. En PACA, l'ARPE travaille sur la question des circuits courts.



Photographie 10 : Un des quatre groupes de travail sur le développement économique et la relocalisation de l'économie

- 1) Métropole / Pôle de proximité / Diffus ?
- 2) Comment on nous prend en compte dans les grands projets ?
Impact et prise en compte des grands projets sur les initiatives locales (« petits projets »)
- 3) Coopération = échange « culturel » entre urbains et ruraux
→ apport mutuel
- 4) Transport / Mobilité ?

Bilan des 4 ateliers sur les relations ville / montagne

Un autre des thèmes abordés a été les relations entre la ville et la montagne et comment permettre une relation d'équilibre gagnant-gagnant. Les petits villages ont l'impression de subir les décisions de l'État et des grandes villes et de n'être que peu écoutés. Toutefois une coopération est essentielle car les communes ont besoin des urbains (en tant que touristes notamment). Ainsi il faut trouver des idées pour les attirer et les fidéliser. Certaines personnes ont proposé également de faire participer les citoyens qui ont une résidence secondaire en montagne dans les actions locales, les inciter à rénover et à créer de l'emploi.

Le renforcement des bourgs-centre souhaité par le CGET rentre aussi dans cette thématique, ainsi que le maintien des services dans les territoires de montagne.

Vulnérabilité des territoires de montagne

Problèmes soulevés	Solutions proposées
- Enneigement → baisse d'activité	- Diversification des activités - Développer un tourisme 4 saisons
- Démographie : - Stagne - Vieillissante - Petits villages → pas de poids politique	
- Enclavement (dont numérique) / Accessibilité	Maintenir les transports existants et développement de nouveaux transports
- Risques naturels : - Crues / Avalanches / Mouvements de terrain	
- Précarité énergétique : - Dépendance à la voiture individuelle - Logements	Rénovation thermique : - Création d'emplois - Formation des artisans - Développement du tiers financeur
- Mentalités des vallées Immobilisme face à l'action	
- Économie de rente	
- Dépendance énergétique : - à peu de sources énergétiques différentes - énergie qui vient de l'extérieur	- Relocaliser l'économie - Diversifier le mix énergétique
- Fragilité de l'agriculture : - transmission des exploitations - accès au foncier	- Diversifier les productions - Échanges montagne / ville - Filières courtes
Coûts des services par habitant très élevés Coûts des travaux très élevés	

Bilan des 4 ateliers sur la vulnérabilité des territoires de montagne

Sur la problématique de la vulnérabilité des territoires de montagne, chaque groupe s'est accordé sur plusieurs points. L'enclavement et l'isolement des territoires de montagne accentuent leur caractère reculé. Les villages sont dépeuplés et la démographie est stagnante et vieillissante. Les stations de ski de basse altitude subissent le manque de neige dû aux variations climatiques. Certaines stations ne commencent plus leur saison qu'à partir de décembre et finissent dès mars. Cette économie liée au tourisme hivernal est donc fragile et tributaire de l'enneigement. C'est pourquoi un tourisme sur quatre saisons est primordial. La précarité énergétique a elle aussi été soulignée, à la fois du point de vue du chauffage, dans des territoires de montagne où l'hiver est rude, et du point de vue de la mobilité avec les distances qui séparent ces territoires des pôles d'emplois et de services. Les vulnérabilités identifiées doivent être transformées en opportunités pour les territoires, pour qu'elles deviennent de véritables leviers de développement économiquement soutenable. Plusieurs solutions ont été proposées comme la diversification des activités touristiques mais aussi agricoles, le développement des transports (navettes gratuites, vélo électriques...) ou encore faire de la lutte contre la précarité énergétique une opportunité pour former les artisans et développer les emplois locaux.

Le CGET a exprimé son double intérêt pour le projet TEPos alpins : d'une part, le bénéfice des échanges de bonnes pratiques entre territoires et la mise en réseau, et d'autre part le fait d'initier la candidature TEPos des territoires. Des crédits sont mis sur l'innovation (mais malheureusement pas sur la diffusion des bonnes pratiques). Jean-Charles Français va défendre auprès de la commissaire de massif le fait de « continuer la mise en réseau » des territoires.

La région PACA soutient le réseau national de la précarité énergétique. Il y a également en PACA la Plateforme de rénovation énergétique de l'habitat. Yoanna Martinie a aussi parlé de l'opérateur énergétique régional qui a comme objectif de récupérer un maximum de projets pour être en capacité de négocier avec les banques (tiers financeur). Sur la question de l'enclavement numérique, la région PACA est également assez active dans ce domaine.

Ces échanges de savoir et ce partage d'expériences ont été très appréciés par les différents acteurs présents. Les débats ont été très instructifs et ont permis aux participants d'apprendre davantage sur la situation économique des autres territoires et leur permet de s'inspirer des différentes actions menées.

Das Schönauer Gefühl – Projection au cinéma Le Riou Bel de Guillestre

Le soir, un film a été projeté au cinéma de Guillestre, projection ouverte au public : Das Schönauer Gefühl (« L'esprit de Schönau »). Ce film retrace la bataille menée par les habitants de Schönau, surnommés les « rebelles de l'énergie » dans la Forêt noire en Allemagne, qui se sont battus pour devenir propriétaires du réseau d'électricité de leur commune et pour créer leur propre entreprise (EWS), aujourd'hui l'un des principaux fournisseurs d'énergie propre en Allemagne. L'entreprise a permis de créer des emplois locaux, puisqu'elle emploie aujourd'hui une centaine de personnes, sur un territoire de 2 400 habitants. Une cinquantaine de personnes ont assisté à la projection, qui a été suivie d'une séance d'échanges.



Photographie 11 : Dîner au restaurant avant la projection du film L'esprit de Schönau



Photographie 12 : Spectateurs lors du débat qui a suivi le film

Le film, qui a été doublé en français spécialement pour cette projection, est disponible sur le lien suivant :

<https://www.youtube.com/watch?v=kz3eKwRzggQ>

Jour 3 - Mercredi 3 juin

Présentation du programme de coopération franco-italien ALCOTRA

Le début de la dernière matinée du séminaire était porté sur le programme ALCOTRA, programme encouragé par l'Europe. Les subventions accordées par le FEDER sont passées de 149 millions d'euros à 198 millions d'euros pour 2015 à 2020. Ce programme porte sur quatre axes d'études :

- l'innovation appliquée : faciliter le transfert de l'innovation (développer les modèles dans l'éco-construction et l'efficacité énergétique)
- l'attractivité du territoire : préserver l'environnement et les ressources naturelles, développer un tourisme durable et l'attractivité du territoire (biodiversité, développer une mobilité efficace et respectueuse)
- un environnement mieux maîtrisé : augmenter la résilience du territoire, c'est à dire sa capacité d'adaptation
- l'inclusion sociale et la citoyenneté européenne : favoriser l'installation et la permanence des personnes en zone rurale et de montagne (augmenter l'offre éducative, lutter contre le dépeuplement et l'enclavement)



Photographie 13 : Présentation du programme ALCOTRA

Parmi les participants, Gilbert Suiffet, élu à la commune de Lanslebourg, a déjà participé à un programme ALCOTRA : les communes de Lanslebourg et de Cunéo ont ainsi développé une station d'épuration écologique (épuration par les plantes) avec ce programme.

Recherche de thèmes de projets

Cette présentation du programme ALCOTRA avait vocation à faire échanger les personnes des différents territoires sur les thématiques qu'elles souhaitent développer, et d'identifier des thématiques communes afin éventuellement de faire naître des idées de projets en commun. Les participants ont une nouvelle fois été séparés en petits groupes de discussion, sur trois thématiques proposées par les participants :

- PNR des Préalpes d'Azur (René Perier, du Conseil de développement) : développer un tourisme de qualité dans la partie désertifiée du Parc : commerces, hébergements, développer en local de l'itinérance douce
- Pays Serre-Ponçon Ubaye Durance (Denis Roche du Conseil de développement) : concilier éco-construction, performances énergétiques et architecture
- Communauté de communes Haute Maurienne Vanoise (Solène Raffort, chargée de mission) : mobilité / dépendance à la voiture individuelle

Restitution des 3 groupes :

Rénovation (groupe composé de Denis Roche, Nicole Trévet et Ludovic Vincent) :

Partant du constat que l'isolation des bâtiments neufs est un sujet pour lequel des techniques performantes existent, le premier groupe a préféré se pencher sur la question de la rénovation énergétique et sur la difficulté de rénovation thermique des bâtiments anciens. En effet, l'isolation intérieure représente une perte de surface, dans des habitats parfois déjà étroits. L'idée de procéder à des rénovations partielles a été émise, par exemple sur une façade peu visible. Le coût est moins élevé et les parties visibles restent jolies. Il a également été proposé de réaliser des tests de rénovation thermique sur plusieurs bâtiments ouverts au public dispersés sur le territoire pour que les gens puissent y entrer et s'en inspirer.

Mobilité (groupe uniquement composé de 2 représentants de la CCHMV, Solène Raffort et Gilbert Suiffet) :

Le deuxième groupe a débattu sur la question du transport et de la mobilité en montagne. Des navettes gratuites sont déjà mises à disposition des citoyens et des touristes dans plusieurs stations et c'est une initiative à développer davantage. Ces navettes pourraient en partie être financées par la mise en place de parkings payants. Les voitures devraient être mieux canalisées sur les grands cols et les grands sites. Suite à ça, les activités de pleine nature pourraient être mieux valorisées. Il serait intéressant de développer des produits touristiques sans voiture toute l'année. Cela peut passer par le

développement des vélos à assistance électrique. Le développement du transport par câble, de la traction animale dans certains contextes, de l'auto-partage à grande échelle, notamment via une coopération ville/montagne ont aussi été abordés. Pour que les nouvelles solutions de mobilités soient adoptées par la population, il faut sensibiliser les gens, aller à leur rencontre, leur faire expérimenter. Il faut proposer des services complémentaires pour se déplacer, organiser des ateliers découverte pour les amener à tester le covoiturage, l'auto-partage et les aider à s'inscrire sur les sites en ligne, les accompagner dans les démarches.

Tourisme rural (groupe composé de René Perier, Pierre Huart, Denise Melot)

Le groupe qui s'est penché sur la question du tourisme rural et durable est parti du constat que les territoires ruraux connaissent une désertification et qu'ils ne sont pas identifiés et reconnus par le public. Encore une fois la sensibilisation faite aux citoyens et aux touristes est primordiale. Il faut les amener à connaître des circuits précis et autres activités grâce à des ateliers découverte. Un outil de cartographie virtuel a été proposé. Il permet aux touristes de connaître les randonnées de façon précise et de compléter eux-mêmes la carte. C'est un outil collaboratif et interactif, utilisé dans certaines stations et qui a fait ses preuves. Il est nécessaire de mieux valoriser les ressources locales (agricoles et naturelles mais aussi les richesses patrimoniales) pour réussir à attirer les clients et les inciter à revenir ou à rester plusieurs jours sur le territoire. Il faut cibler les amateurs de ce genre de tourisme. L'Hôtel des Peupliers à Baratier est cité en exemple. Il propose un accompagnateur de VTT. Il est nécessaire de

mettre en réseau les acteurs (hébergeurs, producteurs locaux, accompagnateurs de montagne), en partie par des outils collaboratifs mais surtout en les faisant se rencontrer et dialoguer.

Évaluation du séminaire TEPOS et perspectives de travail commun

La dernière séquence de ce séminaire était consacrée à faire un bilan du programme TEPos alpins et à réfléchir à la suite de l'aventure, à la fois sur les éléments que les territoires pourraient mutualiser entre eux, mais également sur les aspects en quoi CIPRA peut leur être utile, et sur les thématiques qu'ils souhaitent aborder par la suite. Trois groupes ont été formés et chaque groupe s'est exprimé sur les trois ateliers. Ci-après sont exposées les synthèses.

Évaluation du projet TEPos alpins et perspectives futures

Évaluation du projet TEPos alpins

Premier voyage d'étude

La visite de l'unité de méthanisation a permis de mettre des images sur le terme.

Rencontres territoriales

- Les faire aussi au sein des communes, pas seulement à l'échelle des intercommunalités
- Pays du Grand Briançonnais : le public était varié, on n'était pas « entre nous »
- CCHMV : avantage : la souplesse, on a pu combiner la rencontre territoriale avec le groupe de travail.
- Apports théoriques
- Compte-rendu complet

Séminaire de clôture

- Manque des territoires
- Concentrer sur 2 jours
- Pas de cas concret (exemple : avoir plus de détails techniques sur la micro-hydroélectricité)
- Présentation du territoire d'accueil : manque de contextualisation → avoir une fiche de présentation.
- C'était davantage un séminaire sur la transition énergétique que sur les TEPos
- Exemples de territoires dynamiques (comme Guillestre) : il faut s'en inspirer
- Permet de faire réfléchir, y compris entre personnes d'un même territoire

Global

CCHMV : la réflexion sur la transition énergétique a été amorcée. On a atteint l'objectif de départ. Les élus se sont emparés de la thématique et veulent aller plus loin

Perspectives

- Donner les coordonnées des participants
- Comment diffuser dans mon territoire ?
- Comment communiquer / transmettre / faire passer l'énergie reçue au cours de ces 3 jours ?
- Travailler sur comment engager les acteurs
- Impliquer davantage les bureaux d'études, les entreprises, pour apporter une vision plus large et d'autres avis.
- Manque un temps pour aider les territoires à formaliser la manière dont ils vont s'y prendre dans leur transition énergétique

Mutualisations souhaitées entre les territoires

Sur quoi ?	Comment ?
<ul style="list-style-type: none"> - Besoin d'échanger les bonnes pratiques sur : - sobriété / efficacité énergétique - énergies renouvelables - techniques opératoires - méthodes / organisation du travail 	<ul style="list-style-type: none"> - Élargir, aller voir à l'extérieur ce qui se fait. - Élargir à d'autres territoires. Territoires étrangers ? - Echanger sur les profils de poste, les modalités d'organisation du travail - Voyage d'étude sur l'organisation du travail
<ul style="list-style-type: none"> - Évaluation des politiques locales Comment soutenir les élus ? Comment associer les habitants ? 	<ul style="list-style-type: none"> - Promouvoir les démarches de progrès - Formation communes des acteurs - Évaluations croisées pour porter un regard extérieur critique. Exemple : qu'une personne d'un autre territoire TEPos alpins vienne apporter son regard sur les politiques de mon territoire, et inversement. - Echanges entre Conseils de développement
<ul style="list-style-type: none"> - Échanges sur les techniques opératoires 	<ul style="list-style-type: none"> - Fiches techniques - Utiliser les ressources existantes - Formation adaptée des artisans - Indépendance des formateurs - Visites de chantiers
<ul style="list-style-type: none"> - Communication : casser les préjugés. En direction des habitants, des professionnels, sur la rénovation, la mobilité, la production d'énergies renouvelables, la rénovation thermique du bâti ancien 	<ul style="list-style-type: none"> - Faire des campagnes communes - Développer des outils communs

Quelles futures thématiques de travail ? Poursuivons-nous sur l'énergie ou sur de nouveaux sujets ?

Quoi ?

On préfère continuer à approfondir le sujet énergie et territoires qu'ouvrir de nouvelles voies, mais garder ouverte la fenêtre « Vivre dans les Alpes » (garder les autres sujets pour l'avenir)

Pourquoi ?

« On est plus malin après/avec l'expérience de ce projet qu'avant »

Partage / Rencontre d'expériences / savoirs avec :

- les autres territoires
- CIPRA (et son réseau)

Pour quoi ? Quelle suite ?

Pour aller vers du concret (pas des réflexions en plus !)

- Identifier des solutions pratiques, réalisations pratiques et motrices qui ont vocation à diffuser.
- Identifier / diffuser de l'information utilisable
- Ne pas devoir réinventer la roue à chaque projet dans un autre territoire

CIPRA là-dedans ?

- On a besoin d'une animation. Maintenir quelque chose de vivant entre nous, maintenir la dynamique impulsée. Besoin d'une médiation / articulation entre territoires / entre acteurs, etc.

- Souhait d'une aide de CIPRA pour arriver à décortiquer le « massif institutionnel »
- Souhait d'échanges d'expérience avec les autres massifs (ex. des Pyrénées) et avec les autres pays de l'arc alpin